

Left

ELI ZARETSKY

Left

Essai sur l'autre gauche aux États-Unis

Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Marc Saint-Upéry

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Titre original : *Why America Needs a Left. A Historical Argument*

Éditeur : Polity Press

© Eli Zaretsky, 2012

ISBN original : 978-0-7456-4484-4

ISBN 978-2-02-108902-8

© Éditions du Seuil, septembre 2012 pour la traduction française

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

*En souvenir d'Allen Zaretsky,
de son aimable générosité, de son rire
facile et de sa richesse émotionnelle.*

Les hommes luttent et perdent la bataille, et ce pour quoi ils ont lutté advient malgré leur défaite et trahit leur visée initiale, et dès lors d'autres hommes luttent pour atteindre le même but sous un autre nom.

William Morris,
« A Dream of John Ball », 1886

Préface à l'édition française

Certains de mes lecteurs français seront peut-être étonnés d'apprendre dans ce livre qu'il y a une gauche à la gauche de Barack Obama. C'est sans doute qu'ils ont une vision trop restrictive de ce qu'est la gauche.

Il ne fait pas de doute que c'est à la France qu'on doit une des premières incarnations majeures de la gauche. En 1789, les trois « états » (aristocratie, clergé et roturiers), convoqués pour débattre de la crise des finances publiques, refusèrent de siéger séparément et se constituèrent en Assemblée nationale. Au sein de cette dernière, la véritable division n'était plus celle des ordres sociaux mais celle des opinions politiques, les monarchistes à droite, les modérés au centre, et les démocrates radicaux et égalitaristes à gauche. Mais en cette ère des révolutions démocratiques, ce n'est pas seulement en France qu'on vit émerger de tels alignements idéologiques. D'autres nations ont aussi engendré leur propre gauche, même si chacune d'entre elles se percevait comme partie prenante d'une dynamique commune.

Les États-Unis ne font pas exception en la matière. D'aucuns ont beau prétendre qu'il n'y a pas de tradition socialiste en Amérique, on y constate bien la présence d'une gauche radicale indépendante. Opérant largement en dehors du système bipartisan, cette gauche a joué un rôle clé dans l'histoire politique du pays en conférant une dimension spécifiquement égalitaire aux trois grands mouvements de réforme structurelle de l'histoire

américaine : l'abolition de l'esclavage, la création d'un État régulateur moderne et les transformations culturelles des années 1960. L'Amérique *avait absolument besoin* des abolitionnistes, du Front populaire et de la Nouvelle Gauche pour renouer avec son identité fondamentale et définir une orientation nouvelle pendant les périodes de crise correspondantes. De même, il est clair que la solution aux problèmes d'aujourd'hui passe par l'émergence d'une quatrième gauche.

Néanmoins, la gauche américaine se distingue à bien des égards de son homologue française. En premier lieu, ces deux gauches sont issues de deux types différents de révolution. La Révolution française a un caractère double : au niveau politique, elle a aboli la monarchie ; sur le plan social, elle a détruit le féodalisme. La Révolution américaine, pour sa part, est une affaire strictement politique qui a garanti l'indépendance du pays à l'égard de la Couronne britannique. Marquée par ses origines, la gauche française a épousé et radicalisé l'idée de révolution sociale, aspirant à créer une société égalitaire entièrement nouvelle. La gauche américaine n'est pas née à l'occasion de la guerre d'Indépendance, mais pendant la lutte contre l'esclavage et la guerre de Sécession. Plutôt que de créer une nouvelle société, elle visait à *refonder* la nation en redécouvrant et radicalisant l'idéal égalitaire qui se trouve au cœur de notre identité nationale.

Dans les deux pays, la question des relations entre gauche et libéralisme politique est fondamentale, mais elle y a pris des formes assez différentes. En France, le libéralisme s'est développé *après* la Révolution, en réaction aux « excès » du républicanisme radical ; la liberté y a souvent été conçue comme opposée à l'égalité. Ce n'est que dans la période récente que la gauche radicale française a commencé à puiser dans la tradition libérale. Aux États-Unis, le libéralisme a *précédé* la gauche, formant l'*ethos* sous-jacent sur lequel elle s'appuyait aussi. Loin de rejeter le libéralisme, la gauche américaine entretient avec lui un dialogue lourd de tensions mais productif. Historiquement, au

lieu d'opposer l'égalité à la liberté, elle a opposé l'idée d'*égale* liberté à la propension libérale à s'accommoder d'une liberté *inégalement répartie* : la liberté qu'ont certains de pouvoir en dominer d'autres – la liberté de posséder des esclaves, celle d'exploiter les travailleurs ou celle de harceler sexuellement ses employées. Malgré ces trajectoires globalement différentes, ces deux gauches ont tout de même fini par converger. Partie d'une conception assez dense de la transformation sociale, la gauche française a eu du mal à se constituer une théorie de la politique. À l'inverse, la gauche américaine s'appuyait dès le départ sur une compréhension profonde du problème de la liberté politique, mais elle a dû faire des efforts spécifiques pour développer une théorie substantielle de la question sociale.

Ces différences éclairent d'un nouveau jour l'idée de gauche en général. Loin de représenter la « gauche en soi », la gauche française n'est qu'une déclinaison spécifique d'un modèle plus général, à l'instar de la gauche américaine. Si nous avons tant de mal à le comprendre, c'est en raison du conflit autour du communisme, qui a marqué le xx^e siècle. La Révolution bolchevique a divisé la gauche : tandis qu'une tendance construisait l'État-providence moderne et inventait un nouveau « libéralisme social », l'autre n'avait que sarcasmes pour le « libéralisme bourgeois ».

Mais parallèlement, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, l'anticommunisme a contribué à éliminer la composante égalitaire de la tradition libérale, invalidant par là même l'idée que les libertés politiques ne peuvent acquérir un contenu réel que sous l'impulsion d'une gauche critique et de mouvements sociaux vigoureux. L'effondrement du communisme en 1989 aurait dû rouvrir la question du rôle de la gauche, mais il a débouché au contraire sur le triomphe du discours anticommuniste – c'est ainsi que François Furet put décrire 1989 comme « la fin d'une illusion ». Née en 1789, et non pas en 1917, l'illusion dont il parlait n'était pas simplement le communisme, ni même la Révolution, mais l'idée même d'une gauche.

LEFT

Et pourtant, comme on pouvait s'y attendre, l'utopie d'un monde sans une gauche digne de ce nom n'a pas réussi à s'installer aussi facilement. Les problèmes que nous rencontrons depuis la fin de la guerre froide sont en effet loin d'être essentiellement « techniques » et dénués de contenu politique. Nous avons donc plus que jamais besoin d'une gauche pour y répondre – et ce non seulement en raison de l'énormité des problèmes économiques et écologiques auxquels nous faisons face, mais aussi parce qu'il y a de nouvelles raisons d'espérer. Ce n'est pas seulement le mur de Berlin qui est tombé en 1989, mais la muraille idéologique qui divisait jusque dans la tête de leurs acteurs les mouvements de lutte pour l'égalité sociale et les mouvements de défense de la liberté individuelle. Aujourd'hui, les gauches du monde entier repensent leur projet à la lumière du nouveau contexte global auquel la chute du communisme a ouvert la voie. C'est ce cadre désormais partagé qui devrait permettre au lecteur français de trouver un intérêt à l'histoire d'une autre gauche, une gauche engagée dans un dialogue conflictuel mais productif avec le libéralisme. Si j'ai souhaité mettre au jour cette histoire, ce n'est pas seulement pour comprendre le passé mais pour commencer à explorer les voies potentielles d'un avenir meilleur.

INTRODUCTION

Trois grandes crises, trois gauches américaines

Depuis les origines des États-Unis, la plupart des penseurs et des dirigeants politiques américains ont estimé que la nouvelle république ne possédait pas une gauche politique et n'en avait nul besoin. Au sein de l'école dite du « consensus libéral », des auteurs comme le politologue Louis Hartz et l'historien Richard Hofstadter ont soutenu que ce pays avait toujours bénéficié d'un consensus sur des questions comme celles de la propriété privée, de l'individualisme, de la souveraineté populaire et des droits naturels. D'autres expliquaient qu'on ne connaissait pas aux États-Unis le type de classe ouvrière ou de paysannerie orientées idéologiquement à gauche qui existent dans d'autres pays, une caractéristique souvent décrite en termes d'« exceptionnalisme américain ». D'autres encore ont estimé que l'Amérique n'avait pas besoin d'une gauche parce qu'elle avait déjà atteint des objectifs tels que la démocratie et l'égalité, ou du moins les tenait pour ses principes fondateurs, alors qu'ils n'étaient pour les autres nations qu'un horizon encore inaccessible. Il s'agit là d'une vision partagée tant par les tenants du libéralisme de la guerre froide¹ que par ceux du néoconservatisme.

1. Aux États-Unis, dans les années 1950 et 1960 en particulier, on désignait du nom de *Cold War liberals* (« libéraux de la guerre froide ») les intellectuels, politiciens et dirigeants syndicaux de sensibilité plus ou moins progressiste en matière économique et sociale mais farouchement anticommunistes et partisans de l'endiguement (*containment*) de l'Union soviétique

La thèse fondamentale de cet ouvrage est que ces conceptions sont erronées et qu'elles ne permettent pas de comprendre les États-Unis. Non seulement le besoin d'une gauche radicale puissante et indépendante s'y est toujours fait sentir, mais son existence est une réalité historique. Certes, la gauche a souvent été marginalisée (comme c'est le cas aujourd'hui) ou persécutée (en particulier pendant les périodes de crise où régnait une forme d'« état d'exception »), mais on ne peut pas comprendre l'histoire de ce pays sans lui assigner une place centrale. Elle a joué un rôle indispensable pendant les périodes de crise de longue durée, lorsque l'identité du pays était remise en question. Dans les chapitres qui suivent, je montrerai que les États-Unis ont traversé trois grandes crises de ce type : la crise du système esclavagiste, qui a culminé avec la guerre de Sécession ; la crise entraînée par l'essor du grand capital, qui a abouti au New Deal ; la crise actuelle du modèle de prospérité et du statut de superpuissance des États-Unis, qui a commencé dans les années 1960. Chacune de ces crises a engendré une gauche – d'abord les abolitionnistes, ensuite les socialistes, et finalement la Nouvelle Gauche –, et ensemble ces trois gauches forment une authentique tradition.

Au cœur de chacune se trouve une remise en cause de la conception libérale de l'égalité, à savoir l'égalité formelle de tous les citoyens devant la loi. En lieu et place de cette conception, les différentes gauches se sont efforcées de promouvoir en tant que projet en construction permanente une idée d'égalité plus profonde et plus substantielle. Dans le premier cas, celui des abolitionnistes, la question centrale était celle de l'égalité politique qui s'appuyait plus précisément sur leur conviction qu'une république démocratique devait être fondée sur l'égalité raciale.

comme axe prioritaire de la politique extérieure américaine. Leur soutien à la guerre du Vietnam fit beaucoup pour les discréditer aux yeux des nouvelles générations radicalisées à partir des années 1960.

(Cette note et toutes celles qui suivent en bas de page sont du traducteur [N.d.É.])

Dans le deuxième cas, celui des socialistes et des communistes, l'enjeu était celui de l'égalité sociale, avec l'insistance mise sur le fait que la démocratie requérait un niveau minimum de sécurité dans la satisfaction des besoins fondamentaux. Dans le troisième cas, celui de la Nouvelle Gauche, il s'agissait de revendiquer l'égalité de participation au sein de la société civile, de la sphère publique, de la famille et de la vie personnelle. La controverse entre libéralisme et gauche autour de la signification du concept d'égalité est donc centrale dans l'histoire américaine. Plus encore que la lutte entre gauche et droite, c'est le conflit entre le libéralisme et la gauche qui est au cœur de l'histoire américaine. Sans la présence d'une gauche, le libéralisme s'alanguit et se dénature ; sans le libéralisme, la gauche tend au sectarisme, à l'autoritarisme et à la marginalité. Pendant les grandes époques de réforme, la tension entre ces deux pôles les consolide réciproquement. Ce n'est que lorsque cette dynamique s'affaiblit que la droite émerge avec force.

Avant d'illustrer cette thèse, il me faut d'abord clarifier deux concepts : celui de gauche et celui de crise. Qu'est-ce que la gauche ? Issue de la projection de notre schéma corporel dans l'espace, la distinction entre droite et gauche servait à l'origine à enraciner les rapports de pouvoir sociaux dans la nature. Dans toutes les sociétés, la droite symbolise les valeurs dominantes, l'autorité et la divinité ; la gauche incarne pour sa part la rébellion, le danger, l'insatisfaction et le peuple¹. Dans nombre de langues, les mots eux-mêmes suggèrent souvent cette distinction : ainsi *recht* (en allemand) ou *droit* (en français) face à *mala-droit*, *gauche* (en français) et *sinistra* (en italien). De ce point de vue, l'existence d'une gauche est une caractéristique universelle de toutes les sociétés. Il existe toutefois une différence entre les mouvements de révolte prémodernes, qui concevaient le temps de manière cyclique, et la gauche moderne qui se fonde sur l'idée de progrès. Dans les sociétés traditionnelles, la rébellion prenait la forme d'« explosions de colère contre une autorité qui ne se montrait pas à la hauteur de ses obligations, manquait à sa

parole et trahissait la confiance de ses sujets ». Fondamentalement, comme l'explique Barrington Moore, ce type de protestation « accepte l'existence de la hiérarchie et de l'autorité tout en s'efforçant de les rendre conformes à un schéma idéal ». La gauche moderne, en revanche, remet totalement en question le besoin même de formes spécifiques de hiérarchie ou d'autorité, telles qu'elles sont incarnées par les monarques, les capitalistes ou les « experts ». Elle ne cherche pas à revenir à un passé idéalisé, mais plutôt à précipiter l'avènement d'un avenir utopique mais néanmoins réalisable.

Dès le départ, l'existence d'une gauche de type moderne s'est avérée inséparable du projet d'un gouvernement du peuple par le peuple (*self-government*). D'après Christopher Hill, deux révolutions furent en réalité à l'œuvre au cours des guerres civiles anglaises du XVII^e siècle (1642-1645, 1648-1649 et 1649-1651), dont une des conséquences fut le peuplement des colonies de la Nouvelle-Angleterre par des réfugiés venus d'outre-mer :

La première, celle qui réussit, établit les droits sacrés de la propriété (abolition des tenures féodales, disparition des impôts arbitraires), donna le pouvoir politique aux possédants (souveraineté du Parlement et du droit commun, abolition de la juridiction ecclésiastique), et supprima tout ce qui pouvait faire obstacle au triomphe de leur idéologie [de la propriété individuelle], celle de l'éthique protestante. La seconde fut la révolution qui n'eut jamais lieu, bien qu'à plusieurs reprises elle menaçât d'éclater ; elle aurait pu instaurer la propriété collective et une démocratie beaucoup plus large dans le domaine des institutions juridiques et politiques, effectuer la séparation de l'Église et de l'État et rejeter l'éthique protestante².

Ces remarques de Hill suggèrent l'existence d'une interdépendance entre le libéralisme et la gauche, ainsi qu'une relation tendue mais productive entre les deux. Tandis que des libéraux comme John Locke attaquaient les sectes utopiques extrémistes, émergeait une tradition radicale obstinée qui se mobilisait

autour de la question des *enclosures* (la privatisation rampante des terres communales), de la démocratie politique (le droit de vote et la question de l'armée), de la subordination des femmes (la réforme de la famille et de la sexualité) et de la revendication d'une « religion pure et authentique » (le caractère sacré de la conscience individuelle), soit autant d'aspects d'une version plus profonde de l'idéal d'égalité.

Bien que nous puissions faire remonter nombre d'idées « de gauche » à l'ère de la Réforme, le *terme* lui-même est irrémédiablement associé à la création de l'Assemblée nationale en France pendant la Révolution de 1789. Rapidement, les députés assis à la gauche de l'hémicycle (les jacobins, les montagnards) en vinrent à représenter la révolution sociale égalitaire, tandis que ceux qui étaient assis à droite (les girondins) incarnaient la révolution politique libérale. Au fur et à mesure que les conquêtes de Napoléon diffusaient les idéaux révolutionnaires à travers l'Europe, cet ordonnancement spatial commença à se répandre dans toutes les démocraties parlementaires³. Comme l'observe Jean Laponce, « de par son caractère visuel et spatial... [la dichotomie gauche/droite était] immédiatement compréhensible et facile à reproduire dans toutes les cultures⁴ ».

Quelle était l'idée centrale défendue par cette gauche née à l'ère de la révolution démocratique ? Les deux principaux théoriciens ayant étudié cette question, Norberto Bobbio et Steven Lukes, donnent la même réponse : l'idée d'égalité. Selon Steven Lukes :

Ce qui unifie la gauche en tant que tradition à travers le temps et l'espace c'est son rejet catégorique de toute hiérarchie symbolique [à savoir la subordination universelle du côté gauche] et du caractère inévitable des inégalités que cette hiérarchie consacre. Ce qui revient à dire que l'idée de gauche incarne une tradition et un projet ayant trouvé leur première expression manifeste dans les Lumières [et] qu'elle remet en question les principes sacrés de l'ordre social, conteste les inégalités de statut, de droit, de pouvoir et de condition dans la mesure où elles sont injustifiables

mais peuvent être corrigées, et cherche à les éliminer par le biais de l'action politique. Au cœur de son engagement, on trouve l'exigence de répondre à la question de la signification et des implications de l'égalité. Son horizon est celui d'une société d'égaux, vision qui requiert une analyse profonde et systématique de toutes les sources possibles de discrimination et de dépendance injustifiées et un programme pratique visant à les abolir ou du moins à les réduire⁵.

Comme le suggère cette citation, la tradition libérale défend l'égalité formelle, l'égalité de tous les citoyens devant la loi, tandis que la gauche s'intéresse aux conditions sociales et culturelles sous-jacentes à l'égalité formelle, qui peuvent contribuer à l'invalider ou au contraire à la rendre effective. Mais la différence entre ces deux courants idéologiques est encore plus profonde. L'idéal égalitaire de la gauche repose sur un attachement passionné pour l'émancipation de toutes les formes de domination établies, qui sont souvent tolérées ou ignorées par les libéraux. Ce faisant, la gauche défend non seulement l'idée d'égalité, mais aussi une conception plus profonde de la liberté.

Contrairement à celui de la France, le système parlementaire des États-Unis n'offre pas un éventail de partis de gauche, de droite et du centre mais se caractérise par un système bipartisan initialement neutre sur le plan idéologique. Par conséquent, l'usage du terme « gauche » dans un sens politique n'était pas très fréquent aux États-Unis avant la Révolution russe de 1917. De fait, à ma connaissance, le premier ouvrage publié aux États-Unis qui mentionne ce terme dans son titre en lui donnant un sens politique est celui de David Saposs sur le syndicalisme de gauche, *Left-Wing Unionism*, qui date seulement de 1926. Ce qui ne veut évidemment pas dire qu'il n'y avait pas de gauche en Amérique avant la Révolution bolchevique. Bien au contraire, on y trouvait des équivalents significatifs des démocrates radicaux, socialistes utopiques et communistes révolutionnaires qui peuplaient l'Europe du XIX^e siècle. On peut y ajouter l'aile radicale des abolitionnistes, ainsi que toute une série de réformateurs, de

militants ouvriers, de promoteurs de communes, et aussi la « gauche lyrique » de John Reed et Randolph Bourne¹.

En Amérique comme en Europe, la place du communisme au sein de l'histoire de la gauche était passablement ambiguë, et ce essentiellement en raison de la rupture des communistes avec le libéralisme. Pour Marx, les révolutions démocratiques n'étaient que des révolutions bourgeoises qui devaient être suivies par des révolutions socialistes. Alors que l'idée de gauche avant Marx présupposait l'existence d'un centre et d'une droite, le marxisme (et plus encore le léninisme) considérait que la gauche devait occuper la totalité de l'espace politique. Au bout d'un certain temps, les adeptes de Marx prirent l'habitude d'utiliser les termes gauche, droite et centre pour décrire les différences entre divers courants socialistes, comme par exemple dans le pamphlet publié par Lénine en 1918, *Le Gauchisme, maladie infantile du communisme*, ou bien dans l'analyse des conflits entre Trotsky (gauche), Staline (centre) et Boukharine (droite)⁶. C'est ainsi que ce courant de pensée établit une équivalence entre marxisme et révolutions socialistes, alors que dans de nombreuses sociétés, comme les États-Unis, la gauche présuppose l'existence d'institutions démocratiques libérales et entend les préserver, même si c'est en les approfondissant.

Il n'en reste pas moins que la contribution de Marx à l'histoire de la gauche est incontournable. En décrivant l'histoire de l'humanité comme l'histoire des luttes de classe, il nous a transmis une conception de l'émancipation comme combat continu et comme projet à la fois profondément ancré dans le passé et

1. John Reed (1887-1920), journaliste américain aux idées socialistes avancées, devenu mondialement célèbre pour son témoignage sur la Révolution russe (*Ten Days that Shock the World*, 1920 ; *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, traduit par Vladimir Pozner, Paris, Éditions sociales, 1986 ; Seuil, 1996) ; Randolph Bourne (1886-1918), essayiste progressiste américain, précurseur du multiculturalisme. Cf. Edward Abrahams, *The Lyrical Left. Randolph Bourne, Alfred Stieglitz, and the Origins of Cultural Radicalism in America*, Charlottesville, University Press of Virginia, 1986.

orienté vers un avenir à long terme. En ce sens, il s'est opposé à l'idée, centrale dans la tradition libérale, selon laquelle nous serions déjà libres, ou bien que nous vivrions dans des « sociétés libres ». Marx est aussi le seul penseur qui ait avancé une théorie claire et lucide du capitalisme en tant que système social organisé sur la base de l'opposition entre capital et travail, et donc tout à fait distinct d'une société marchande ou d'échange simple telle qu'elle est décrite, par exemple, dans *La Richesse des nations* d'Adam Smith, ou dans les travaux d'économistes contemporains comme Joseph Stiglitz ou Paul Krugman. C'est sur une telle théorie du capitalisme que repose le deuxième terme que j'ai promis d'élucider, celui de crise.

La théorie du capitalisme de Marx, ainsi que son refus d'accepter le règne du capital comme point final de l'histoire, était inséparable de son insistance sur le caractère inévitable des crises systémiques. C'est de Marx que la gauche américaine a hérité l'idée de crise. Dans une telle perspective, il ne s'agit pas seulement des « crises économiques » du type de la Grande Dépression de 1929 ou de celle que traversent actuellement les États-Unis, mais d'une notion plus ample de crise à long terme qui reflète l'influence de Marx sur l'historiographie moderne, comme dans l'idée de « crise du Moyen Âge », de « crise générale du XVII^e siècle », ou de « crise de l'État moderne ».

Pour mieux comprendre la nature de ces crises, il faut remonter au verbe grec *krino*, dont dérive le mot *krisis*. *Krino* exprime l'idée de choix, de jugement ou de discrimination. La crise ne désigne donc pas simplement une phase de dépression économique ou de guerre suivie d'une nécessaire phase de récupération. Plus profondément, elle constitue un véritable tournant historique qui exige que soient prises des décisions fondamentales concernant l'orientation future de la société. Les crises ont une structure narrative comparable à celle des tragédies grecques où l'individu, à un moment décisif, se voit directement confronté à son destin. Le noyau de la crise ne réside pas dans son caractère objectif mais plutôt dans la conscience

Table

Préface à l'édition française	11
Introduction.	
Trois grandes crises, trois gauches américaines	15
I. Les abolitionnistes et l'égalité raciale.	39
II. Le Front populaire et l'égalité sociale.	101
III. La Nouvelle Gauche et la démocratie participative . .	165
Conclusion.	
La gauche américaine aujourd'hui.	253
Notes	271

RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC (16)
IMPRESSION : S.N. FIRMIN DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2012. N° 108902 ()
– *Imprimé en France* –